

Première comparution de Laurent Gbagbo devant la CPI

@rib News, 05/12/2011 â€“ Source Reuters Laurent Gbagbo a comparu lundi pour la première fois devant la Cour p onale internationale (CPI) de La Haye où il est poursuivi pour crimes contre l'humanité lors de la guerre civile consécutive à l'élection présidentielle, entre décembre 2010 et avril 2011. Capturé en avril à Abidjan, l'ancien président ivoirien, qui e   g  de 66 ans, a été transféré la semaine dernière à La Haye. Il est le premier ancien chef d'Etat traduit devant la CPI depuis sa création, en 2002.

En costume sombre, chemise blanche et cravate bleu nuit, apparemment repos  et en bonne santé lors de cette comparution initiale qui a duré moins d'une demi-heure, Laurent Gbagbo a décliné son identité et déclaré à la Cour qu'était bien traité dans le centre de détention de Scheveningen. Il a déploré en revanche ses conditions de détention à Korhogo, dans le Nord de la Côte d'Ivoire, où il a été assigné à résidence après son arrestation à Abidjan. Il n'avait dit, a-t-il dit, qu'à un lit, une moustiquaire, une douche et deux repas par jour. Il n'a pu en revanche voir la lumière du jour.

"Je ne suis plus un jeune homme, j'ai 66 ans. Mon épouse me fait mal, mes poignets me font mal", a-t-il poursuivi. On estime que 3.000 personnes ont été tuées et plus d'un million d'autres déplacées lors des quatre mois de guerre civile qui ont ébranlé la Côte d'Ivoire après le refus de Laurent Gbagbo de céder le pouvoir à Alassane Ouattara, reconnu vainqueur de l'élection présidentielle de novembre 2010 selon des résultats certifiés par les Nations unies. Selon le procureur de la CPI, Laurent Gbagbo est un "acteur indirect" de quatre chefs de crimes contre l'humanité pour "meurtre, viol et autres formes de violences sexuelles, persécutions et autres actes inhumains". Son transfert à La Haye et sa comparution devant la CPI interviennent à un moment délicat pour la Côte d'Ivoire, où des élections législatives sont programm es dimanche prochain. Les autorités ivoiriennes et la CPI, redoutant que sa traduction devant la juridiction internationale ne déclenche des troubles en Côte d'Ivoire, se sont employés à garder le secret sur son transfert aux Pays-Bas. Le mandat d'arrêt le visant n'avait pas été rendu public au préalable. Laurent Gbagbo lui-même dit avoir été pris court, ajoutant qu'on l'avait simplement informé qu'il allait être présenté à un magistrat ivoirien. UNE "JUSTICE DES VAINQUEURS" ? "Garder Gbagbo en Côte d'Ivoire aurait cr    à terme davantage de tensions", souligne Samir Gadio, analyste à la Standard Bank. "Il incarne un chapitre de l'Histoire de la Côte d'Ivoire qui est aujourd'hui clos", ajoute-t-il. Mais son extradition ne résout pas les problèmes du pays, qui trouvent notamment leur origine dans l'opposition entre le Nord et le Sud. Cette opposition a été instrumentalisée depuis la fin du siècle dernier sous le concept d'"ivoirit ", tentative de définition de l'identité nationale particulièrement explosive dans un pays où le quart de la population est d'origine étrangère, selon un recensement qui remonte à 1998. Laurent Gbagbo, rappelle Richard Dowden, de la Royal African Society, "n'est pas le seul sudiste à penser que le pays devrait être gouverné par des sudistes". Malgré les démentis d'Alassane Ouattara, qui nie mettre en œuvre une "justice des vainqueurs", le fait que seul le camp Gbagbo, et Gbagbo au premier chef, soit exposé à des poursuites pour les crimes commis entre novembre 2010 et avril 2011 est également de nature à alimenter un sentiment d'injustice. "Finalement, cela ressemble beaucoup à ce qui s'est passé au Congo démocratique. Il y a une élection, et le perdant (ndlr, Jean-Pierre Bemba) s'est retrouvé à la CPI, même si des crimes avaient été commis par les deux camps", ajoute Richard Dowden, qui voit là "une bien mauvaise manière d'amorcer la réconciliation". Exfiltr  de Korhogo, le 29 novembre, conduit en hélicoptère à Abidjan, Laurent Gbagbo a ensuite été mis à bord d'un avion pour Rotterdam, où il est arrivé le 30 novembre. Au centre de détention de Scheveningen, il côtoie l'ancien commandant des forces séparatistes serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, l'ex-chef politique bosno-serbe, Radovan Karadzic, ou l'ancien président libérien Charles Taylor, jugé par la Cour spéciale pour la Sierra Leone. La prochaine audience a été fixée au 18 juin 2012. Le procureur Luis Moreno-Ocampo devra démontrer qu'il dispose de suffisamment d'éléments justifiant la tenue d'un procès.